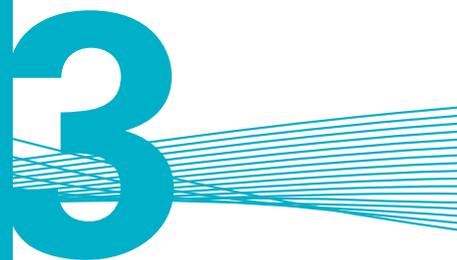


L'ACTIVITÉ BANCAIRE ET FINANCIÈRE



56 Le système bancaire
et financier

58 Les actifs et les passifs
financiers des agents
non financiers

63 Les comptes d'exploitation
des établissements
de crédit



Saint-Pierre-et-Miquelon, vedette de la SNSM

LE SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER

L'organisation

À l'exception des caisses de Crédit municipal, toutes les catégories d'établissements de crédit (définies par l'article L511-9 du Code monétaire et financier) sont présentes dans les quatre DOM, la collectivité départementale de Mayotte et les collectivités d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy (cf. annexe). À la fin de l'année 2009, 37 établissements de crédit étaient installés localement, dont 19 banques, 17 sociétés financières et 1 institution financière spécialisée.

Si le système bancaire des départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) conserve des caractéristiques qui lui sont propres, notamment en raison de la taille des marchés, les évolutions récentes l'amènent progressivement à converger vers le système métropolitain. La quasi-totalité des établissements exclusivement locaux a disparu au profit de rapprochements avec de grands groupes bancaires métropolitains, dans le sillage des mouvements de concentration observés sur le plan national. L'année 2009 est marquée par la fusion à Saint-Pierre-et-Miquelon de la BDI et du Crédit Saint-Pierrais qui est intervenue dans le courant du mois de juin.

Le système bancaire dans les DCOM

	Décembre 2007	Décembre 2008	Décembre 2009
Établissements de crédits locaux	38	38	37
Banques	20	20	19
Sociétés financières	17	17	17
Autres	1	1	1
Nombre de guichets bancaires	642	662	663
Nombre de guichets automatiques	1 211	1 248	1 296
Nombre de comptes bancaires	4 630 245	4 673 589	4 771 877
Nombre de cartes bancaires en circulation	1 793 083	1 908 289	1 916 544

Données 2009 provisoires

Par ailleurs, certains établissements de crédit interviennent directement dans les DCOM depuis la métropole. L'IEDOM collecte des informations individuelles auprès de sept établissements financiers non installés mais intervenant régulièrement et de façon significative : il s'agit de Natixis, de la CASDEN, de la Compagnie de Financement Foncier (CFF), de Dexia, de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et de l'Agence Française de Développement (AFD). Parallèlement, un certain nombre d'établissements, soit environ 150 fin 2009, interviennent de façon subsidiaire, directement depuis la métropole, dans le financement des entreprises et des administrations publiques locales, sans disposer de guichets localement.

Après trois années d'accroissement soutenu du réseau d'agences, la couverture bancaire dans les DCOM est demeurée relativement stable en 2009 avec la création nette d'un seul nouveau guichet, ce qui porte leur nombre total à 663 unités. Bien qu'en amélioration, leur densité, avec 1 guichet pour 3 000 habitants, demeure inférieure à celle de la métropole (1 guichet bancaire pour 1 600 habitants en 2008). La situation par département est contrastée : alors que la densité à Saint-Pierre-et-Miquelon dépasse le ratio hexagonal, la zone océan Indien accuse un sous-équipement en matière de guichet bancaire, en particulier à Mayotte.

Parallèlement, l'installation de nouveaux DAB-GAB s'est poursuivie, avec 48 nouvelles unités en un an soit un DAB-GAB pour 1 600 habitants en moyenne dans les DCOM. En la matière, Saint-Pierre-et-Miquelon et la Martinique sont les mieux équipés, avec respectivement un DAB-GAB pour 870 habitants et un pour 1 155 habitants, soit une densité proche de celle de la France métropolitaine (un DAB-GAB pour environ 1 170 habitants en 2008).

Ces évolutions s'accompagnent d'une progression des ouvertures de comptes bancaires de 2 % en 2009 pour un total de 4,8 millions. Le nombre de cartes bancaires en circulation dans les DCOM atteint près de 2 millions, soit un niveau stable par rapport à l'année précédente.

En termes de bancarisation, les DCOM enregistrent en moyenne 0,8 compte à vue par habitant en 2009, soit un niveau sensiblement inférieur à celui constaté en métropole (1,16 compte à vue par habitant en 2008). C'est à Saint-Pierre-et-Miquelon et à la Martinique que le nombre de comptes à vue par habitant est le plus élevé, avec respectivement 1,4 et 1,1 compte à vue par habitant. Inversement, la bancarisation reste faible à Mayotte ainsi qu'en Guyane, avec respectivement 0,27 et 0,44 compte à vue par habitant.

Martinique, Fort-de-France



© Phovoir

LES ACTIFS ET LES PASSIFS FINANCIERS DES AGENTS NON FINANCIERS

Les actifs financiers des agents non financiers

Au 31 décembre 2009, le total des **actifs financiers** collectés par les établissements de crédit des DCOM dépasse **24,3 milliards d'euros**, en hausse de 3 % sur l'année. Les actifs financiers affichent un rythme de croissance plus soutenu qu'en 2008 (+2 %) sans toutefois atteindre les niveaux des années précédentes. La progression est tirée par les dépôts à vue (+6 %) et les placements à long terme (+8 %), alors que les placements liquides ou à court terme sont en recul de près de 3 %.

Les dépôts à vue

Les dépôts à vue, qui représentent 34 % du total des actifs financiers dans les DCOM, affichent un encours de 8,2 milliards d'euros en 2009, en hausse de près de 6 % après un repli de 1 % observé en 2008. Les dépôts à vue des entreprises (+7 %) enregistrent une croissance plus soutenue que ceux des ménages (+5,5 %).

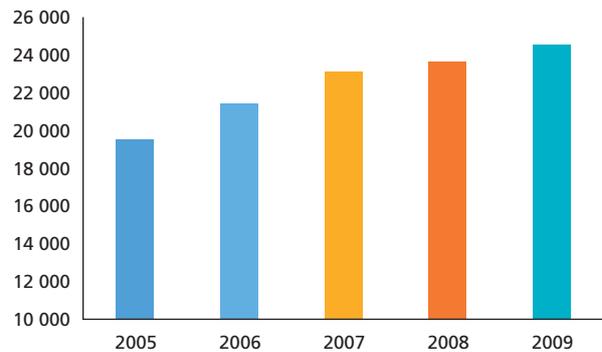
Toutes les géographies sont concernées par cette reprise. Après un recul des encours en 2008, les dépôts à vue de la Martinique et de La Réunion présentent des taux de croissance supérieurs à 5 %.

Les placements liquides ou à court terme¹

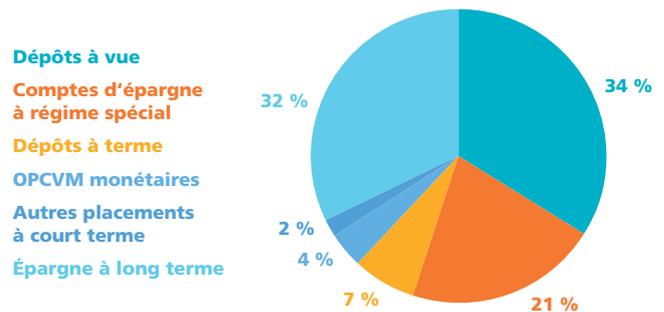
L'encours des placements liquides ou à court terme des DCOM atteint plus de 8,3 milliards d'euros au 31 décembre 2009, en recul de 3 % en glissement annuel, contre une progression de 9 % en 2008. Cette catégorie d'actifs, qui représente 34 % de l'ensemble des actifs financiers, diminue dans toutes les géographies, hormis en Guyane. La baisse est particulièrement prononcée à La Réunion avec -5 %.

Les comptes d'épargne à régime spécial, qui constituent la principale composante des placements liquides ou à court terme (62 %), enregistrent une progression de 5 % en 2009 à 5,2 milliards d'euros. En dépit de la baisse des taux de rémunération, ces produits continuent de bénéficier de l'engoue-

Évolution des actifs financiers (en millions d'euros)



Répartition des actifs par nature au 31 décembre 2009



ment des épargnants pour des formes de placement sans risques de pertes en capital et en particulier le livret A dont le dynamisme est lié à l'ouverture de sa distribution à l'ensemble des établissements de crédit au 1^{er} janvier 2009 mais aussi à l'attrait traditionnel de ce placement (absence de fiscalité, garantie de l'État, conditions de leur rémunération²).

Les dépôts à terme ont enregistré une forte croissance qui a soutenu celle des actifs financiers jusqu'en 2008. En 2009, la tendance s'est inversée. Les encours de dépôts à terme connaissent ainsi un net recul (-36 %) qui touche toutes les géographies et en particulier Mayotte (-59 %), La Réunion (-47 %) et la Guadeloupe (-40 %). Cette évolution s'explique par la baisse généralisée des taux sur les marchés monétaires qui a directement pesé sur les conditions de rémunération des dépôts à terme et sur le rendement des OPCVM monétaires.

Répartition des actifs financiers au 31 décembre 2009

en millions d'euros

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	SPM	Total
Dépôts à vue	2 173	582	1 919	172	3 315	80	8 241
Placements liquides ou à court terme	2 095	371	2 093	104	3 490	111	8 265
dont comptes d'épargne à régime spécial	1 402	246	1 287	58	2 116	52	5 160
dont comptes à terme	365	54	450	40	617	59	1 585
dont autres placements à court terme	328	70	357	7	757	1	1 521
Épargne à long terme	1 968	282	1 937	69	3 574	19	7 848
Total	6 235	1 234	5 948	345	10 378	210	24 350

Placements à long terme gérés par les établissements de crédit

Les données présentées ici ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et n'incluent pas ceux souscrits auprès des compagnies d'assurance. Elles contribuent néanmoins à une estimation des placements à long terme.

Au 31 décembre 2009, l'encours d'épargne à long terme gérée par les établissements de crédit des DCOM s'élève à 7,8 milliards d'euros, en hausse de 8 % sur un an ; il a bénéficié de la remontée des cours sur les marchés financiers. Son poids se renforce de 1 point et représente désormais plus de 32 % du total des actifs financiers.

Principale composante de l'épargne à long terme (53 % en 2009), les contrats d'assurance-vie demeurent le produit privilégié des épargnants. Ils présentent un encours de 4,1 milliards d'euros, en hausse de 12 %, soit un rythme de croissance proche de celui de 2007 après l'inflexion observée en 2008.

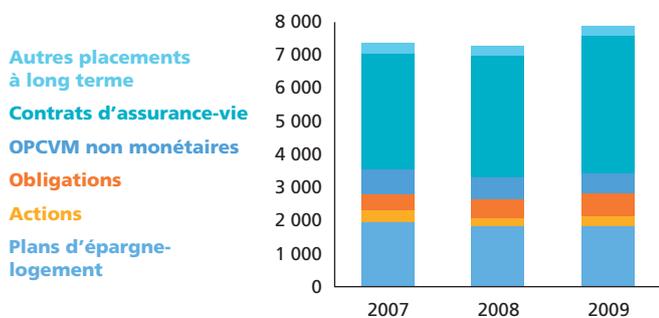
Les plans d'épargne-logement (23 % des placements à long terme) présentent un encours en légère diminution (-1 % en 2009), à 1,8 milliard d'euros. L'ouverture de nouveaux PEL a été rendue moins attractive depuis 2006 par le changement de réglementation qui conditionne le versement de la prime d'État à la réalisation d'une construction.

Les encours des OPCVM non monétaires (8 % des placements à long terme) se contractent de 2 %. Les placements en actions (4 %) et en obligations (9 %) connaissent des évolutions qui reflètent celles des marchés sur lesquels ces titres sont cotés (respectivement +27 % et +20 %).

Les autres placements à long terme, constitués principalement des plans d'épargne populaire, sont en recul de 4 % en 2008.

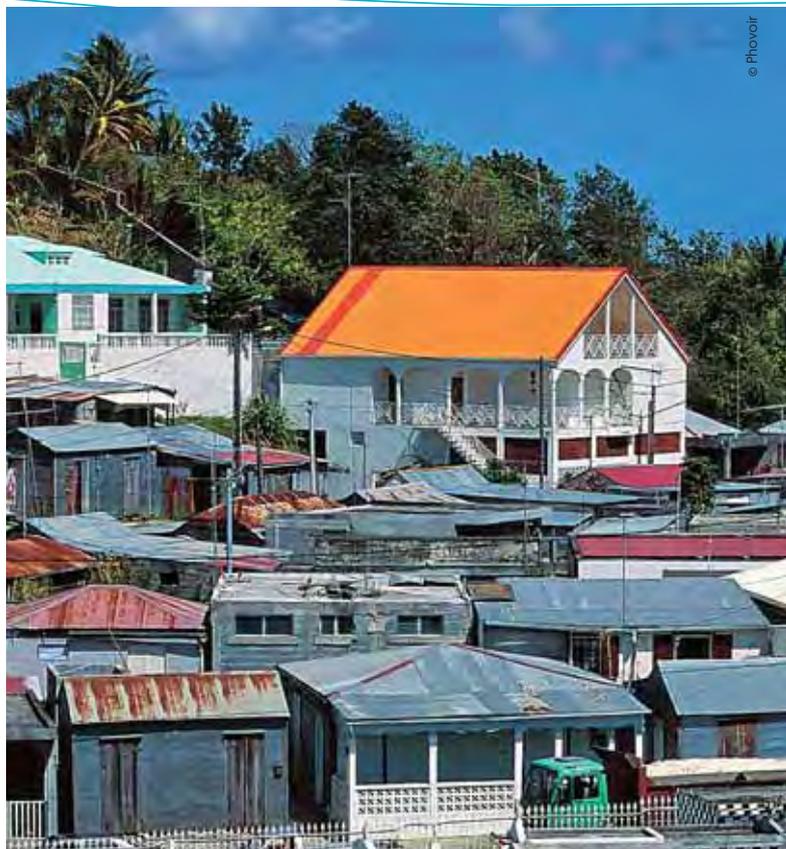
Répartition de l'épargne à long terme au 31 décembre

(en millions d'euros)



1 Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles, sans risque de perte de capital, à savoir les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A, ordinaires, bleus, jeunes et d'épargne populaire, les Codevi et les comptes d'épargne-logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

2 Le taux du livret A a été revu à la baisse à trois reprises au cours de l'année 2009. Il est toutefois resté tout au long de l'année au-dessus des conditions offertes par les banques.

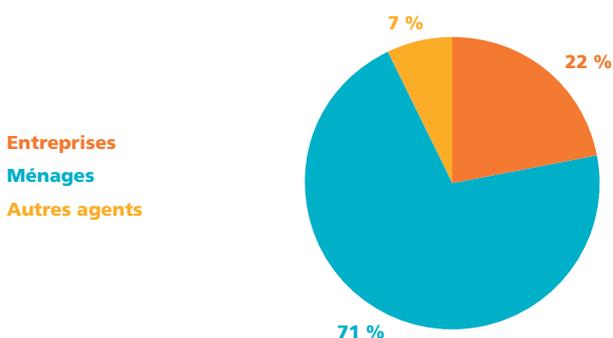


Guadeloupe, Morne à l'eau

Répartition des actifs par agent économique

Les actifs financiers des DCOM sont détenus à hauteur de 71 % par les ménages, soit un encours de 17,2 milliards d'euros au 31 décembre 2009, en hausse de 4 % sur un an. Les entreprises détiennent 23 % des actifs. La prépondérance des ménages dans la détention des actifs financiers est particulièrement marquée à la Martinique (74 %) alors qu'elle est beaucoup plus faible à Mayotte (52 %).

Répartition des actifs financiers par agents économiques au 31 décembre 2009



Les passifs financiers des agents non financiers

Évolution des concours bancaires par nature

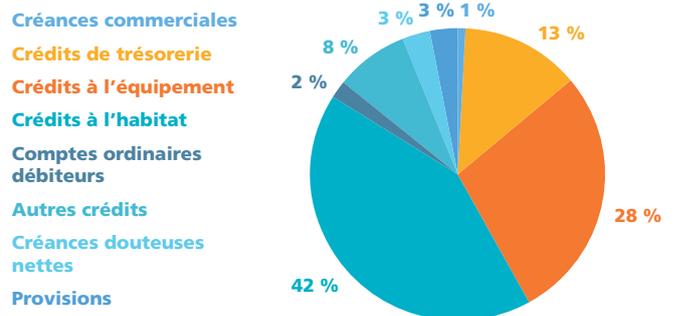
Au 31 décembre 2009, l'ensemble des concours bancaires consentis dans les départements et collectivités d'outre-mer atteint 35,2 milliards d'euros, dont 68 % sont accordés par les établissements installés localement. L'encours brut des crédits enregistre une hausse de 2 % en 2009, après une augmentation de 8,5 % en 2008. L'évolution des crédits accordés par les établissements locaux est deux fois moins forte (+1 %).

/ Répartition de l'ensemble des concours par type de produit

La croissance de l'encours en 2009 est tirée par la progression des crédits à l'habitat (+4 %). Ces derniers représentent la première composante des concours accordés aux agents économiques des DCOM avec 43 % de l'encours total ; 59 % des crédits à l'habitat sont distribués par les ménages. La Guyane et Mayotte enregistrent en 2009 une croissance de leurs encours de crédits à l'habitat particulièrement soutenue, avec respectivement +9 % et +6 %. La hausse est en revanche contenue à 3 % à la Martinique, essentiellement en raison d'une stabilisation des encours de crédits immobiliers des entreprises¹.

Les crédits à l'équipement présentent globalement un encours stable sur l'année 2009. Alors que les crédits à l'équipement des collectivités locales progressent de 6 %, ceux des entre-

Répartition des concours bancaires de l'ensemble des établissements par nature au 31 décembre 2009



prises sont en retrait de près de 3 %, conséquence d'une baisse des projets d'investissement de ces dernières et de la dégradation de la situation économique dans les DCOM. Cette tendance est plus marquée à la Guadeloupe et à La Réunion où les crédits à l'équipement des entreprises diminuent respectivement de 7 % et 5 %. À l'inverse, les encours continuent de progresser à Mayotte (+19 %) et en Guyane (+13 %), soutenus par les crédits à l'équipement des collectivités locales.

Représentant 13 % des concours, les crédits de trésorerie diminuent de 7 % en 2009 et retrouvent leur niveau de 2007. Du fait de leur nature, ils sont distribués essentiellement par les établissements locaux (94 %).

Concours bancaires accordés par l'ensemble des établissements de crédits au 31 décembre 2009

concours nets en millions d'euros

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	SPM	Total
Créances commerciales	36	17	27	4	126	0	210
Crédits de trésorerie	1 012	197	1 040	140	2 250	17	4 656
Crédits à l'équipement	1 732	632	2 288	288	4 724	49	9 713
Crédits à l'habitat	3 172	1 104	2 972	159	7 491	62	14 961
Comptes ordinaires débiteurs	204	34	190	29	284	4	745
Autres crédits	542	135	525	108	1 413	3	2 726
Créances douteuses nettes	231	29	213	16	466	4	959
Provisions	343	63	307	11	516	9	1 248
Clientèle non financière	7 272	2 211	7 563	754	17 271	147	35 217

Martinique, Fort-de-France - habitat



/ Répartition et évolution des concours des établissements locaux par type de crédit

À fin décembre 2009, 68 % de l'ensemble des concours accordés à la clientèle des DCOM sont distribués par les établissements de crédit locaux. Leur poids est variable selon les géographies, s'étageant de 43 % en Guyane à 85 % à Saint-Pierre-et-Miquelon. Le montant des concours accordés par les établissements de crédit installés localement progresse de près de 1 % en 2009, contre +8 % en 2008, et atteint 24 milliards d'euros au 31 décembre 2009.

L'encours distribué par les établissements de crédit locaux est constitué à 39 % de crédits à l'habitat, soit plus de 9 milliards d'euros. Les crédits à l'habitat sont eux-mêmes distribués pour 84 % aux ménages ; leur croissance continue de ralentir, s'établissant à 4 % en 2009 (+13 % en 2007 et +10 % en 2008).

L'encours des crédits à l'équipement (24 % du total) est en léger recul de 1 % en 2009 (+9 % en 2008) à 5,8 milliards d'euros. Cette baisse est particulièrement visible à la Guadeloupe (-7 %), à La Réunion (-2 %) et à la Martinique (-1 %). En revanche, les crédits à l'équipement des entreprises progressent de 15 % en Guyane et de 11 % à Mayotte.

L'encours des crédits de trésorerie, qui représentent 18 % des crédits accordés par les établissements locaux, est en retrait de 6 % en 2009, à 4,4 milliards d'euros. Ils sont octroyés à 76 % aux ménages.

Répartition des concours bancaires locaux par nature au 31 décembre 2009

Créances commerciales

Crédits de trésorerie

Crédits à l'équipement

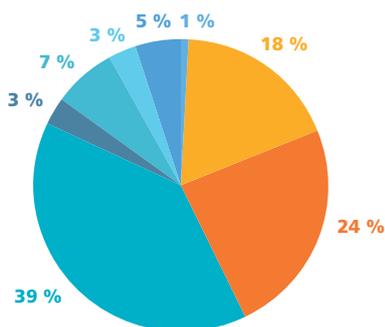
Crédits à l'habitat

Comptes ordinaires débiteurs

Autres crédits

Créances douteuses nettes

Provisions



La Réunion, maison créole

1 Défiscalisation, habitat social, promotion immobilière.

Concours bancaires accordés par les établissements de crédit installés localement au 31 décembre 2009

concours nets en millions d'euros

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	SPM	Total
Créances commerciales	35	9	27	4	124	0	198
Crédits de trésorerie	934	174	964	134	2 161	16	4 382
Crédits à l'équipement	986	173	1 322	152	3 137	30	5 800
Crédits à l'habitat	1 636	422	1 973	115	5 139	62	9 345
Comptes ordinaires débiteurs	186	33	180	29	274	4	706
Autres crédits	292	48	327	25	1 052	1	1 744
Créances douteuses nettes	156	21	166	15	306	4	667
Provisions	342	63	306	11	513	9	1 244
Clientèle non financière	4 567	941	5 264	484	12 707	125	24 087



Guadeloupe, Trois-Rivières

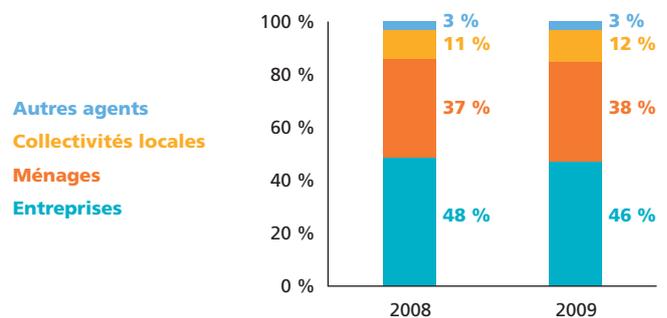
Évolution des concours bancaires par agent économique

/ Répartition de l'ensemble des concours par type de clientèle

Près de la moitié des crédits accordés aux agents économiques des DCOM sont consentis aux entreprises. Avec 47 % du total des encours au 31 décembre 2009, leur part est en recul de 1,5 point sur un an. Leurs encours de crédit enregistrent un recul historique de 2 %. Cette baisse est liée au recul des crédits à l'équipement (-3 %) qui constituent près de 39 % des crédits accordés à cette catégorie d'agents. Les crédits immobiliers destinés aux entreprises¹, soit 40 % de leur endettement bancaire, augmentent de 3 %. Les crédits de trésorerie (7 % des concours accordés aux entreprises) sont en retrait de 17,5 %.

Les ménages détiennent 38 % de l'ensemble des concours accordés aux agents économiques des DCOM. Leur encours progresse de 3 % en 2009 (contre 7 % en 2008). Cette croissance est tirée exclusivement par celle des crédits à l'habitat (+5 %) qui constituent plus des deux tiers des crédits accordés aux ménages. Les crédits à la consommation, deuxième composante des crédits de cette catégorie d'agents (30 %), baissent de 2 % en 2009.

Répartition des concours bancaires par agents économiques accordés par l'ensemble des établissements de crédit



Les collectivités locales bénéficient de 11 % des concours bancaires des DCOM. Leur encours, constitué pour l'essentiel de crédits à l'équipement (97 %), enregistre une hausse de 6 % en 2009, à un rythme plus faible qu'en 2008 (+8 %). En 2009, les crédits aux collectivités locales constituent un des principaux facteurs de la croissance des concours des DCOM. Cette tendance est notable dans toutes les géographies, hormis à la Guadeloupe où ils affichent un léger recul de 1 %.

Répartition des concours de caractères bancaires au 31 décembre 2009

concours nets en millions d'euros

	Entreprises	Ménages	Collectivités locales	Autres agents	Total
Créances commerciales	210	-	-	-	210
Crédits de trésorerie	1 071	3 520	65	-	4 656
Crédits à l'équipement	5 909	-	3 804	-	9 713
Crédits à l'habitat	6 195	8 764	2	-	14 961
Comptes ordinaires débiteurs	598	139	8	-	745
Autres crédits	1 363	167	41	1 155	2 725
Créances douteuses nettes	679	258	-	22	959
Provisions					1 248
Clientèle non financière	16 025	12 849	3 919	1 177	35 217

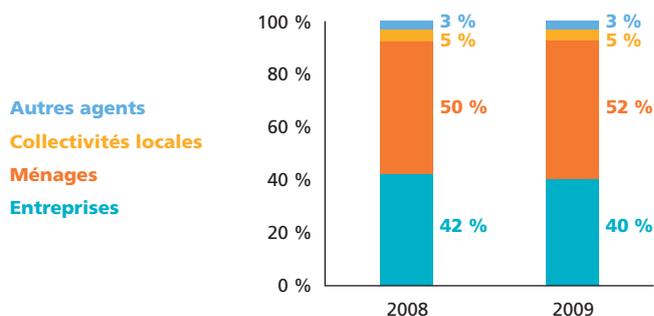
/ Répartition et évolution des concours des établissements locaux par type de clientèle

Avec 52 % du total des crédits distribués par les établissements de crédit installés localement, les ménages sont les principaux bénéficiaires des financements accordés par les établissements locaux. Avec une progression de 2 % en 2009, inférieure à celle de 2008 (+7 %), l'encours sain des crédits aux ménages atteint désormais 11,5 milliards d'euros. Il se compose à 68 % de crédits à l'habitat et à 29 % de crédits de trésorerie qui évoluent respectivement de +4 % et -2 %.

Les entreprises reçoivent 40 % des concours accordés par les établissements de crédit locaux, soit près de 9 milliards d'euros. Cela constitue 58 % de l'ensemble des concours dont elles bénéficient, le solde étant contracté auprès d'établissements métropolitains. L'encours diminue de 4 % sur un an et concerne presque toutes les natures de crédit et en particulier les crédits de trésorerie (-16,5 %) et les crédits à l'équipement (-1 %).

Le financement des collectivités locales n'est assuré qu'à hauteur de 28 % par les établissements de crédit locaux. Leur encours progresse toutefois de 2 % en 2009 après un recul de 3 % en 2008.

Répartition des concours bancaires par agents économiques accordés par les établissements de crédit installés localement



1 Défiscalisation, habitat social, promotion immobilière.

Répartition des concours de caractères bancaires au 31 décembre 2009

concours nets en millions d'euros

	Entreprises	Ménages	Collectivités locales	Autres agents	Total
Créances commerciales	198	-	-	-	198
Crédits de trésorerie	1 018	3 312	52	-	4 382
Crédits à l'équipement	4 777	-	1 024	-	5 800
Crédits à l'habitat	1 500	7 844	2	-	9 345
Comptes ordinaires débiteurs	559	139	8	-	706
Autres crédits	874	167	15	689	1 745
Créances douteuses nettes	429	233	-	6	667
Provisions					1 244
Clientèle non financière	9 355	11 694	1 100	695	24 087

LES COMPTES D'EXPLOITATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Il convient de souligner que cette partie repose sur l'analyse d'un échantillon de 13 banques, dont 9 situées dans la zone DFA et 4 dans la zone océan Indien. En conséquence, les conditions d'exploitation décrites ci-après ne reflètent pas nécessairement, en niveau comme en tendance, celles de l'ensemble des établissements de crédit locaux des DCOM.

Le total de bilan des banques des DCOM progresse de 1,2 % en 2009 et atteint 18,6 milliards d'euros au 31 décembre 2009. Cette situation recouvre toutefois des évolutions différenciées.

Dans les DFA, les banques enregistrent en 2009 un niveau d'activité atone. Le total de bilan des banques de l'échantillon

est en légère progression (+0,7 %) et atteint 8,6 milliards d'euros. La distribution de crédit, qui représente 73 % du total de l'actif, affiche une croissance de 1,6 %, en net ralentissement par rapport à 2008 (+13 %). Par ailleurs, la collecte de dépôts enregistre une faible croissance pour la deuxième année consécutive (+0,3 % en 2009 et +1,7 % en 2008). Le déficit du solde des opérations de trésorerie se creuse ainsi de 2 %. Excédentaires jusqu'en 2005, les banques des DFA affichent en 2009 un besoin de financement global de plus de 1,1 milliard d'euros.

Dans l'océan Indien, la progression du total de bilan des banques a également fortement ralenti (+1,5 % contre +7 % en 2008). Le ralentissement de l'activité bancaire se traduit même par un recul des encours de crédits (-0,5 %, contre +6 % en 2008) et de dépôts (-3 %). En conséquence, le besoin global de financement se maintient à un niveau relativement stable (+0,7 %). En décembre 2009, la position nette emprunteuse s'élevait à 3,2 milliards d'euros.



La Réunion, Boucan-Canot

Dans les deux zones géographiques, la qualité du portefeuille des banques s'est dégradée de manière significative sur l'année 2009. Dans les DFA, alors que les banques de l'échantillon s'étaient engagées dans un processus d'assainissement de leurs portefeuilles de risques jusqu'en 2008 (baisse du taux de créances douteuses de plus de 4 points entre 2005 et 2008), le taux de créances douteuses est reparti à la hausse en 2009 (+0,5 point) pour atteindre 7,8 %. Dans l'océan Indien, le taux de créances douteuses (6,8 %) demeure structurellement moins élevé que dans les DFA mais enregistre une dégradation pour la deuxième année consécutive (+2 points après +0,4 point en 2008).

Le produit net bancaire (PNB) progresse plus rapidement en 2009 (+4,8 %) qu'en 2008 (+1,1 %). Cette situation résulte d'évolutions différentes entre les DFA et l'océan Indien.

Dans les DFA, le PNB progresse de 2 %. Le rythme de croissance a ralenti par rapport à 2008 (+4 %) mais demeure supérieur à celui du total de bilan (+0,7 %). Le produit net des opérations avec la clientèle, qui représente 87 % du PNB, progresse de 3,5 %. Cependant, ces produits sont amputés par le solde des opérations de trésorerie dont le déficit se creuse de 31 %, à 52 millions d'euros. Par catégorie de produit, si les intérêts nets progressent de 1 %, la hausse du PNB est surtout tirée par les produits accessoires et divers (+74 %) alors que les commissions nettes sont en recul sur l'année 2009 (-6,5 %, soit 38 % du PNB).

Dans l'océan Indien, après un recul de 2,5 % en 2008, le PNB est reparti à la hausse en 2009 (+8 %), conséquence d'une baisse du coût de refinancement (-13 %) et d'importantes reprises de provision sur titres de placement (+17,5 millions d'euros) dans un contexte de léger recul des produits nets des

Bilan agrégé dans les DFA

en millions d'euros

	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009	Var. 09/2008
Actif				
Opérations de trésorerie	1 653	1 654	1 696	2,5 %
Opérations avec la clientèle	5 499	6 206	6 305	1,6 %
Opérations diverses	580	551	469	-14,9 %
Valeurs immobilisées	90	116	119	2,8 %
Total de bilan	7 822	8 529	8 589	0,7 %
Passif				
Opérations de trésorerie	2 193	2 748	2 811	2,3 %
Opérations avec la clientèle	4 672	4 751	4 765	0,3 %
Opérations diverses	358	362	314	-13,3 %
Capitaux propres	599	669	699	4,5 %

Bilan agrégé dans l'océan Indien

en millions d'euros

	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009	Var. 09/2008
Actif				
Opérations de trésorerie	1 042	1 142	1 429	25,2 %
Opérations avec la clientèle	7 458	7 904	7 864	-0,5 %
Opérations diverses	655	760	671	-11,7 %
Valeurs immobilisées	92	94	93	-1,5 %
Total de bilan	9 248	9 899	10 057	1,6 %
Passif				
Opérations de trésorerie	4 017	4 385	4 650	6,0 %
Opérations avec la clientèle	4 043	4 112	3 998	-2,8 %
Opérations diverses	201	349	356	2,1 %
Capitaux propres	987	1 054	1 053	0,0 %

opérations avec la clientèle (-0,8 %). En termes de composantes, les intérêts nets progressent de 14 % alors que les commissions sont en baisse de 7,5 %, constituant désormais 29,3 % du PNB (-5 points).

Dans les DFA, les frais généraux (+1,9 %) progressent à un rythme légèrement inférieur à celui du PNB mais les dotations aux amortissements augmentent de près de 15 %. En conséquence, le résultat brut d'exploitation progresse de 2 %. Le coefficient net d'exploitation¹ demeure relativement stable à 75,1 %. Le coût du risque affiche une très forte progression (70 millions d'euros en 2009 contre 4 millions en 2008) et impacte très significativement le résultat d'exploitation qui est en retrait de près de 66 % à 38 millions d'euros. Par rapport à l'année 2008, le résultat net 2009 des banques des DFA se trouve divisé par 7 pour s'établir à 10 millions d'euros.

Dans l'océan Indien, les frais généraux augmentent de 6,5 %, soit à un niveau plus faible que la croissance du PNB, ce qui conduit à un résultat brut d'exploitation en hausse de 12 %. Le coefficient net d'exploitation est en amélioration de 1,4 point et demeure à un niveau nettement inférieur (57,9 %) à celui des banques des DFA. Le coût du risque s'alourdit très sensiblement pour la deuxième année consécutive, passant de 50 à 121 millions d'euros et pèse significativement sur le résultat d'exploitation qui recule de plus de 64 % à 30 millions d'euros. Le résultat net est négatif et s'élève à -2 millions d'euros.

¹ (Frais généraux + dotations aux amortissements)/produit net bancaire.
Par construction, le coefficient net d'exploitation s'améliore quand son niveau diminue.

Compte de résultat agrégé dans les DFA

	2007	2008	2009	Var. 09/08
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-17	-39	-52	31,5 %
(+) Opérations avec la clientèle	333	367	380	3,7 %
(+) Opérations sur titres	2	2	0	-89,8 %
(+) Autres opérations	91	96	106	10,4 %
(=) Produit net bancaire	408	425	435	2,2 %
(-) Frais généraux	302	305	311	1,9 %
dont frais de personnel	180	181	186	2,3 %
dont services extérieurs	114	116	117	1,1 %
(-) Dotations aux amortissements	14	13	15	14,9 %
(-) Divers	1	1	0	-69,9 %
(=) Résultat brut d'exploitation	92	106	108	2,0 %
(-) Coût du risque	-7	-4	70	-1 834,1 %
Résultat d'exploitation	98	110	38	-65,7 %
Résultat courant avant impôt	99	110	38	-65,4 %
Résultat net	53	66	10	-85,4 %

Compte de résultat agrégé dans l'océan Indien

	2007	2008	2009	Var. 09/08
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-111	-145	-126	-13,4 %
(+) Opérations avec la clientèle	353	386	383	-0,8 %
(+) Opérations sur titres	8	7	-2	-129,0 %
(+) Autres opérations	89	82	102	24,3 %
(=) Produit net bancaire	339	331	358	8,2 %
(-) Frais généraux	177	183	195	6,6 %
dont frais de personnel	105	110	117	6,8 %
dont services extérieurs	65	67	71	5,7 %
(-) Dotations aux amortissements	16	15	15	-1,9 %
(-) Divers	-0	-2	-3	38,1 %
(=) Résultat brut d'exploitation	147	135	151	12,0 %
(-) Coût du risque	28	50	121	142,5 %
Résultat d'exploitation	119	85	30	-64,4 %
Résultat courant avant impôt	111	107	28	-73,7 %
Résultat net	74	83	-2	-102,1 %